23 JUIN 2003
A3684

NEXT Participation
Société par actions simplifiée
Au capital de 38.120 euros
20, avenue de la Paix
67000 Strasbourg
440 123 644 RCS Strasbourg

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 28 MARS 2002

L'an deux mille deux,
Le vingt-huit mars,
A 10 heures

Les associés de la société NEXT Participation se sont réunis, au siège social de la société Piscines Waterair, sur convocation du Président.

Il a été dressé une feuille de présence faisant apparaître que la totalité des associés de la société est présente.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques Braun, en sa qualité de Président.

Monsieur André Cholley est désigné comme scrutateur.

L'assemblée, réunissant le quorum requis, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Jean-Brice de Turckheim, commissaire aux comptes, est excusé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- les statuts de la Société,
- la feuille de présence à l'assemblée,
- la copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- la copie de la lettre de convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le rapport du Président,
- le rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre du projet d'augmentation du capital en numéraire,
- le rapport spécial du commissaire désigné en application des dispositions de l'article L.228-39 du Code de commerce dans le cadre du projet d'émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions;
- le rapport spécial du commissaire aux comptes sur l'émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions et sur la suppression du droit préférentiel de souscription de ces obligations convertibles en actions,
- le rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre du projet d'émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions,
- le bilan provisoire de la Société au 31 décembre 2001,
- le certificat de dépôt relatif à la libération totale du capital initial,
- les bulletins de souscription à l'augmentation de capital en numéraire,
- le certificat de dépôt relatif à l'augmentation de capital en numéraire,
- les déclarations de souscription à l'emprunt obligataire,
- le contrat d'emprunt obligataire,
- le texte des projets de résolutions.

Puis, le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi, les règlements et les statuts ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition, au siège social, dans les délais requis.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Président ;
- Rapports du commissaire aux comptes ;
- Rapport du commissaire ad hoc sur la situation de la Société en vue de l'émission obligataire ;

- Augmentation du capital social de 419.227 euros, par voie d'émission de 419.227 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, émises à 1 euro, à souscrire en numéraire ;

- Suppression du droit préférentiel des associés à la souscription desdites actions nouvelles ;

- Agrément des nouveaux associés de la Société, en application des dispositions de l'article 10 des statuts ;

- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital ;

- Approbation de l'acquisition de l'intégralité des actions de la société Groupac (947 252 375 RCS Mulhouse) ; approbation des financements nécessaires à cette acquisition ; approbation du nantissement de l'intégralité des titres Groupac devant être acquis par la Société et des autres sûretés consenties en relation avec l'acquisition susvisée ; pouvoirs au Président à l'effet de réaliser cette opération ;

- Emission d'obligations convertibles en actions avec bons de souscription d'actions pour un montant nominal total de 152.500 euros ;

- Suppression du droit préférentiel des associés à la souscription desdites obligations convertibles avec bons de souscription d'actions ;

- Constatation de la souscription des obligations convertibles avec bons de souscription d'actions ;

- Modifications corrélatives des statuts,

- Pouvoirs pour les formalités.

Puis, il est donné lecture du rapport du président, des rapports du commissaire aux comptes et du rapport du commissaire ad hoc sur la situation de la Société en vue de l'émission obligataire.

Enfin, la discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

Première Résolution

Augmentation du capital social par voie d'apports en numéraire

La collectivité des associés, après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du commissaire aux comptes, constatant que le capital de la Société est intégralement libéré, décide, sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution concernant la suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le capital social d'une somme de 419.227 euros, pour le porter de 38.120 euros à 457.347 euros, par l'émission de 419.227 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, émises au prix de 1 euro, à libérer intégralement en espèces, lors de la souscription.

Les actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés à l'augmentation de capital

La collectivité des associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés au profit des personnes suivantes et dans les proportions suivantes :

- Monsieur Jacques Braun, à raison de 217.233 actions ;
- Madame Nathalie Braun, à raison de 1 action ;
- Monsieur Arthur Braun, à raison de 1 action ;
- Monsieur Victor Braun, à raison de 1 action;
- Monsieur Marc Spenlinhauer, à raison de 4.573 actions;
- Monsieur Lluis Monfort, à raison de 4.573 actions ;

annulé

Fac

- Monsieur Léonard Scherrer, à raison de 4.573 actions;
- La société Adexion, à raison de 142.538 actions ;
- La société Finances et Stratégies, à raison de 22.867 actions,
- La société Financière du Rhin, à raison de 15.245 actions,
- La société SAGP SNC, à raison de 7.622 actions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés pouvant prendre part au vote.

Troisième Résolution

Agrément de nouveaux associes

La collectivité des associés, après avoir entendu le rapport du Président, en conséquence de l'adoption de la première et de la deuxième résolution, décide d'agréer, conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts de la Société, en qualité de nouveaux associés de la Société :

- Madame Nathalie Braun, née le 11 Octobre 1966 à Strasbourg
  demeurant 8 rue de l'étang 68720 Spechbach Le Bas

- Monsieur Arthur Braun, né le 7 Décembre 1998 à Mulhouse
  demeurant 8 rue de l'étang 68720 Spechbach Le Bas

- Monsieur Victor Braun, né le 11 Décembre 1994 à Mulhouse
  demeurant 8 rue de l'étang 68720 Spechbach Le Bas

- Monsieur Marc Spenlinhauer, né le 29 août 1960 à Mulhouse
  demeurant 9 Impasse Satory 68350 Brunstatt

- Monsieur Lluis Monfort, né le 2 avril 1955 à Barcelone,
  demeurant C/. Appel Les Mestres, 11 – 08445 Canoves Barcelona

- Monsieur Léonard Scherrer, né le 01 Octobre 1952 à Dannemarie
  demeurant 43a Rue du 27 novembre 68210 Balschwiller

- La SARL Adexion, société à responsabilité limitée au capital de 7.700 euros dont le siège social est 4, rue des Prés 68580 Seppois Le Bas, 440 140 432 RCS Mulhouse ;

- La société Finances et Stratégies, société anonyme au capital de 27.450.000 euros dont le siège social est 1, place Saint-Pierre Le Jeune, 67000 Strasbourg, 319 936 001 RCS Strasbourg,

- La société Financière du Rhin, société à responsabilité limitée au capital de 8.000.000 d'euros, dont le siège social est 9, avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390), 393 396 056 RCS Mulhouse,

- La société SAGP SNC Société Auxiliaire de Gestion de Participations dont le siège social est 45, Rue Saint Dominique à 75007 PARIS, 352 783 906 RCS Paris.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième Résolution

Modification des statuts en conséquence de l'augmentation du capital social

La collectivité des associés, après avoir constaté que le capital social initial a été entièrement libéré le 19 mars 2002 et après avoir entendu le rapport du Président, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, décide de modifier l'article 6 "Apports – Capital Social" des statuts, ainsi qu'il suit :

Le troisième paragraphe de l'article 6 est remplacé par les paragraphes suivants :

" **ARTICLE 6 – APPORTS – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social initial a été entièrement libéré le 19 mars 2002.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 mars 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de 419.227 euros, pour être porté de 38.120 euros à 457.347 euros, suite à l'augmentation de capital par voie de souscription en numéraire et libération immédiate des actions nouvelles.

Le capital social de la société est fixé à la somme de QUATRE CENT CINQUANTE SEPT MILLE TROIS CENT QUARANTE SEPT EUROS (457.347 euros). Il est divisé en 457.347 actions de un (1) euro de nominal chacune, de même catégorie. "

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième Résolution

Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital

La collectivité des associés,

- Après avoir pris connaissance des bulletins de souscription des personnes désignées bénéficiaires du droit préférentiel de souscription, aux termes desquels elles ont fait part de leur intention de souscrire en totalité à l'augmentation de capital de la Société, chacune dans les proportions sus indiquées et de libérer intégralement leur souscription par versement d'espèces sur un compte bancaire ouvert dans les livres de la banque CIAL agence de Mulhouse,

- Décide que l'augmentation de capital de la Société sera définitivement réalisée au jour de l'établissement par la banque CIAL agence de Mulhouse du certificat de dépôt des fonds attestant que les bénéficiaires désignés du droit préférentiel de souscription ont déposé les fonds correspondant à leur souscription à l'augmentation de capital social.

Ledit certificat, une fois établi, sera annexé au présent procès-verbal, l'ensemble constituant les documents légaux relatifs à l'augmentation de capital.

La collectivité des associés confère en conséquence tous pouvoirs au Président à l'effet de procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital et, s'il y a lieu, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital ci-dessus décidée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

La séance est interrompue et le Président informe les associés que la Banque CIAL a établi, suite à l'adoption des résolutions précédentes, le certificat de dépôt des fonds relatif à l'augmentation de capital adoptée sous la première résolution. En conséquence, le Président informe la collectivité des associés de la parfaite réalisation de ladite augmentation de capital.

La séance est reprise sous la présidence de Monsieur Jacques Braun.

Sixième Résolution

Autorisation d'acquisition de la totalité des titres de la société Groupac

La collectivité des associés, après avoir entendu le rapport du Président et statuant en application des dispositions de l'article 18 des statuts, approuve le projet d'acquisition et les modalités de financement de l'acquisition de la totalité des titres composant le capital social de la société Groupac (SA à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 534.524,37 euros, siège social 25, rue de Dannemarie, 68580 Seppois Le Bas, 947 252 375 RCS Mulhouse) moyennant un prix de 33.845.981 euros et assortie d'une convention de garantie d'actif et de passif expirant le 31 Décembre 2004 plafonnée à quatre millions (4 000 000) Euros avec un seuil de déclenchement de cent cinquante deux mille quatre cents (152 400) Euros et une franchise de cent cinquante deux mille quatre cents (152 400) Euros et ce, conformément aux dispositions du contrat de cession du 4 décembre 2001, et confère à cet effet tous pouvoirs au Président, à l'effet de procéder à cette acquisition et de contracter, au nom et pour le compte de la Société, les engagements suivants, liés au financement de cette acquisition :

- Un prêt bancaire à long terme amortissable de 15.250.000 euros d'une durée de 7 ans au taux d'intérêt égal à la somme de l'Euribor 3 mois et d'une marge de deux (2) %, dégressive en fonction du respect des ratios covenants ;

- Un prêt bancaire à long terme in fine de 4.570.000 euros d'une durée de 8 ans au taux d'intérêt égal à la somme de l'Euribor 3 mois et d'une marge de trois (3) % ;

- Un prêt obligataire convertible en actions à bons de souscription d'actions de 152.500 euros, sous réserve de l'adoption des septième et huitième résolutions ;

- Un prêt-relais de 9.910.000 euros d'une durée maximale de 7 mois au taux Euribor + 1,5% avec un index révisé trimestriellement à la date d'anniversaire de déblocage ;

- Un crédit-vendeur, d'une durée de 9 ans maximum, consenti par la société Adexion, à hauteur de 4.580.000 euros et rémunéré à un taux qui ne peut excéder le taux prévu à l'article 39-1 3° du Code général des impôts tel que publié par l'administration fiscale ;

- Le nantissement, par la Société, de la totalité des titres Groupac devant être acquis, au profit des banques, en garantie du remboursement des prêts susvisés, complété d'une promesse de nantissement de la totalité des titres qui seraient issus des fusions éventuelles de la société Groupac avec les sociétés Piscines Waterair (352 786 875 RCS Mulhouse) et Artvi (440 123 487 RCS Strasbourg) ;

- La délégation au profit des banques de la créance future de la Société sur Monsieur et Madame André Cholley, Mademoiselle Patricia Cholley, Madame Carole Gschwind et Madame Valérie Fuchs résultant de la mise en jeu éventuelle de la garantie d'actif et de passif conclue ce jour entre ces parties.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Septième Résolution

Emission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions

La collectivité des associés, après avoir entendu le rapport du Président, le rapport ad hoc du commissaire aux apports sur la situation de la Société en vue de l'émission obligataire ainsi que les rapports du commissaire aux comptes sur l'émission desdites obligations et sur la suppression du droit préférentiel des associés à la souscription desdites obligations, sous réserve de l'adoption de la huitième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés auxdites obligations, décide l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions avec bons de souscription d'actions (ci-après dénommé "l'Emprunt"), d'un montant de 152.500 euros, divisé en 152.500 obligations de 1 euro chacune (ci-après dénommées les "Obligations"), à libérer en totalité à la souscription et convertibles, à tout moment, au gré des porteurs, en 152.500 actions nouvelles de la Société, et émises avec des bons de souscription autonomes d'actions de la Société, à raison de 8 bons de souscription par obligation.

La collectivité des associés fixe comme suit les modalités de l'Emprunt :

I - Souscription des Obligations

(a) Durée et lieu de la souscription

La souscription des Obligations sera effectuée le jour même de l'assemblée autorisant l'émission de l'emprunt obligataire.

La souscription sera effectuée au moyen du dépôt d'un bulletin de souscription au siège de la Société.

Les Obligations seront à libérer intégralement, en numéraire, le jour de la souscription et porteront jouissance à compter du jour de la souscription.

(b) Prix d'émission

Les Obligations seront émises au prix de un (1) euro chacune.

(c) Forme des titres

Les Obligations seront émises sous la forme nominative et donneront lieu à une inscription en compte, conformément aux dispositions législatives en vigueur.

face annulée

(d) Durée de l'Emprunt

L'Emprunt sera consenti pour une durée de neuf (9) ans qui commencera à compter de la date de souscription.

II - Caractéristiques des Obligations

(a) Intérêt

Les Obligations seront productives d'un intérêt annuel de cinq pour cent (5 %) l'an, soit zéro virgule zéro cinq (0,05) Euros par obligation, payable annuellement au 28 mars. Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par la Société.

(b) Conditions de conversion

Les Obligations seront convertibles en actions de la Société, à tout moment, au gré du porteur, à raison d'une action pour une Obligation.

Les demandes de conversion seront reçues au siège social de la Société, sur présentation d'un bulletin de souscription dûment rempli par l'Obligataire, la libération des actions nouvelles étant réalisée par voie de compensation de la créance obligataire.

Les Obligations dont la conversion sera demandée seront annulées.

Les Obligations n'ayant pas fait l'objet d'une demande de conversion au plus tard trois mois après l'expiration de la durée de l'Emprunt (correspondant à la date d'expiration initiale ou à la date de remboursement anticipé de l'Emprunt) feront l'objet d'un remboursement à cette date, à la valeur unitaire de 2,68 euros. Ce prix de remboursement ne tient pas compte du dernier coupon annuel.

Il tient compte d'une prime de remboursement qui porte, en cas de non conversion, le taux actuariel pour les Souscripteurs à 15 % (quinze pour cent) sur la durée totale de l'emprunt.

(c) Bons de souscription d'actions

A chaque obligation convertible sont attachés huit (8) bons de souscription. Chaque bon de souscription donne le droit à son titulaire, à tout moment de la durée de l'Emprunt, de souscrire une (1) action de la Société de 1 euro de valeur nominale chacune, au prix de souscription de un (1) euro, à libérer en totalité lors de la souscription.

Les demandes d'exercice des bons seront reçues au siège social de la Société, sur présentation d'un bulletin de souscription dûment rempli par l'Obligataire, la libération des actions nouvelles étant réalisés en numéraire ou par voie de compensation de la créance obligataire.

L'exercice des bons de souscription d'actions pourra intervenir de la date souscription jusqu'à l'expiration de l'Emprunt (correspondant à la date d'expiration initiale ou à la date de remboursement anticipé de l'Emprunt). Les bons qui n'auraient pas été exercés au plus tard trois mois après l'expiration de la durée de l'Emprunt, perdront toute valeur et seront annulés.

Les bons ne seront pas cessibles indépendamment des obligations convertibles auxquels ils seront attachés lors de leur attribution.

(d) Amortissement anticipé

- La Société pourra procéder au remboursement, par anticipation, de l'intégralité des Obligations, en cas de remboursement par la Société des prêts suivants

  - Un prêt bancaire à long terme amortissable de 15.250.000 euros d'une durée de 7 ans au taux d'intérêt égal à la somme de l'Euribor 3 mois et d'une marge 2(deux) %, dégressive en fonction du respect des ratios covenants ;

  - Un prêt bancaire à long terme in fine de 4.570.000 euros d'une durée de 8 ans au taux d'intérêt égal à la somme de l'Euribor 3 mois et d'une marge de 3(trois) % ;

  - Un prêt-relais de 9.910.000 euros d'une durée maximale de 7 mois au taux Euribor + 1,5% avec un index révisé trimestriellement à la date d'anniversaire de déblocage ;

Facsimile annulé

- Chaque obligataire pourra exiger le remboursement anticipé immédiat de la totalité de ses obligations, dans les cas suivants :

a) La Société n'a pas adressé aux obligataires dans les deux (2) mois suivant la fin de chaque arrêté comptable intermédiaire semestriel, une situation comptable et dans les trente (30) jours suivant l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, le bilan approuvé et certifié avec toutes ses annexes, ainsi que les procès-verbaux des décisions du Président et des Assemblées éventuellement tenues depuis l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année précédente.

b) Les comptes n'ont pas été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, ou dans les délais fixés par le Tribunal de Commerce, conformément à la loi.

c) La Société n'a pas payé à bonne date toute somme due au titre de l'emprunt obligataire, soit en intérêt, soit en capital dix jours après mise en demeure restée infructueuse.

d) En cas d'émission d'un nouvel emprunt sous forme d'obligations convertibles assorti ou non de bons de souscription d'actions, si la Société n'a pas maintenu le présent emprunt obligataire à son rang.

III - Jouissance des actions

Les actions qui auront été émises par conversion des Obligations ou par exercice des bons seront, dès leur émission, soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance à compter du début de l'exercice au cours duquel elles sont créées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Huitième Résolution

Suppression du droit préférentiel des associés à la souscription des obligations convertibles avec bons de souscription d'actions

La collectivité des associés, en conséquence de l'adoption de la résolution précédente, après avoir entendu le rapport du Président ainsi que le rapport du commissaire aux comptes sur l'émission obligataire ainsi que sur la suppression du droit préférentiel des associés à la souscription des obligations convertibles avec bons de souscription d'actions, décide de supprimer le droit préférentiel des associés à la souscription des obligations convertibles avec bons de souscription, et de réserver sa souscription :

- A la société Finances et Stratégies (SA au capital de 27.450.000 euros, siège social 1, rue Saint-Pierre le Jeune, 67000 Strasbourg, 319 936 001 RCS Strasbourg), à raison de 76.250 obligations ;

- A la société Financière du Rhin (SARL au capital de 8.000.000 euros, siège social 9, avenue Konrad Adenauer, 68390 Sausheim, 393 396 056 RCS Mulhouse), à raison de 76.250 obligations.

Les modalités de l'Emprunt seront intégralement reprises dans un contrat d'émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions, établi entre la Société et les Obligataires. La collectivité des associés confère en conséquence tous pouvoirs au Président à l'effet de signer ledit contrat d'emprunt.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Neuvième Résolution

Constatation de la renonciation des associés au droit préférentiel de souscription des actions émises par conversion des obligations et sur présentation des bons de souscription

La collectivité des associés, en conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'émission des obligations convertibles avec bons de souscription d'actions dans les conditions susvisées entraîne, en application des dispositions des articles L. 225-161, alinéa 3 et L. 225-151 du Code de commerce, renonciation des associés, au profit des Obligataires, au droit préférentiel de souscription des actions qui seront émises par conversion des obligations ainsi que sur présentation des bons de souscription.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

face annulée

Dixième Résolution

Constatation de la réalisation de l'émission des obligations convertibles avec bons de souscription d'actions

La collectivité des associés, après avoir entendu le rapport du Président, connaissance prise des bulletins de souscription par lesquels les bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription à l'Emprunt Obligataire ont souscrit, ce jour, l'intégralité des cent cinquante deux mille cinq cent (152.500) obligations convertibles avec bons de souscription d'actions, de un (1) euro de nominal chacune et ce, dans les proportions suivantes :

- La société Finance et Stratégies , à raison de 76.250 obligations ;

- La société Financière du Rhin , à raison de 76.250 obligations.

Prend acte que les sociétés Finance et Stratégies et Financière du Rhin ont versé ensemble, à l'appui de leur souscription, la somme totale de 152.500 euros, représentant la totalité du montant nominal des obligations convertibles avec bons de souscription d'actions,

Constate la réalisation de l'émission, ce jour, de l'Emprunt Obligataire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Onzième Résolution

Pouvoirs

La collectivité des associés, en conséquence de l'adoption des résolutions précédentes,

- Donne tous pouvoirs au Président à l'effet de prendre toutes dispositions pour assurer le service de l'Emprunt, constater le nombre et le montant des Actions émises par voie de conversion des Obligations et/ou de présentation des bons de souscriptions d'actions et apporter aux statuts toutes modifications corrélatives ;

- Donne tous pouvoirs au Président pour passer les conventions, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités nécessaires à la mise en place des décisions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée et il a été dressé le présent procès-verbal, signé par le Président et le scrutateur.

Le Président

Monsieur Jacques BRAUN

Le Scrutateur

Monsieur André CHOLLEY

ENREGISTRÉ À RECETTE DES IMPÔTS EST

Le ..... 24 AVR 2013 .....

Vol. ...7... Fol. ...83.. Bord. ...1811

Reçu: ...trois...cent...vingt...six...euros

9f. 230,- timbre . 96,-

J.-P. SCHOTT
Receveur Principal
des Impôts

Face annulei

NEXT Participation

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
Au capital de 457.347 euros
20, avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

S T A T U T S

Mis à jour après AGE du 28 mars 2002

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Jacques BRAUN
  demeurant 8 rue de l'Etang à SPECHBACH LE BAS (68720)
  né le 28 octobre 1963 à MULHOUSE (Haut-Rhin)
  de nationalité française

- Monsieur André CHOLLEY
  demeurant 4 rue des Près à SEPPOIS LE BAS (68580)
  né le 30 octobre 1942 à ECOUVRES (Meurthe et Moselle)
  de nationalité française

Ont décidé de constituer entre eux une société par actions simplifiée et ont adopté les statuts établis ci-après.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par les associés sus-dénommés une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et notamment la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, par la loi n° 94-1 du 3 janvier 1994 et par la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 ainsi que par les présents Statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ». L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, le terme « collectivité des associés » désigne indifféremment l'associé unique ou les associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

NEXT Participation

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
Au capital de 457.347 euros
20, avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

S T A T U T S

Mis à jour après AGE du 28 mars 2002

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Jacques BRAUN
  demeurant 8 rue de l'Etang à SPECHBACH LE BAS (68720)
  né le 28 octobre 1963 à MULHOUSE (Haut-Rhin)
  de nationalité française

- Monsieur André CHOLLEY
  demeurant 4 rue des Près à SEPPOIS LE BAS (68580)
  né le 30 octobre 1942 à ECOUVRES (Meurthe et Moselle)
  de nationalité française

Ont décidé de constituer entre eux une société par actions simplifiée et ont adopté les statuts établis ci-après.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par les associés sus-dénommés une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et notamment la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, par la loi n° 94-1 du 3 janvier 1994 et par la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 ainsi que par les présents Statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ». L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, le terme « collectivité des associés » désigne indifféremment l'associé unique ou les associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal compétent du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

ARTICLE 6 - APPORTS- CAPITAL SOCIAL

Lors de la constitution, les soussignés ont fait les apports suivants :

- Monsieur Jacques Braun : 25.160 euros correspondant à 25.160 actions, souscrites en totalité et libérées de moitié,
- Monsieur André Cholley : 12.960 euros correspondant à 12.960 actions, souscrites en totalité et libérées de moitié.

La somme totale versée par les associés, soit DIX NEUF MILLE SOIXANTE EUROS (19.060 euros) a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Le capital social initial a été entièrement libéré le 19 mars 2002.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 mars 2002, le capital social a été augmenté d'une somme de 419.227 euros, pour être porté de 38.120 euros à 457.347 euros, suite à l'augmentation de capital par voie de souscription en numéraire et libération immédiate des actions nouvelles.

Le capital social de la société est fixé à la somme de QUATRE CENT CINQUANTE SEPT MILLE TROIS CENT QUARANTE SEPT EUROS (457.347 euros). Il est divisé en 457.347 actions de un (1) euro de nominal chacune, de même catégorie.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, par une décision de la collectivité des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur. Tout associé peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte qui sera établie par le président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la société et aux décisions du ou des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés feront leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ACTIONS

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

Les actions sont transmissibles sous les conditions suivantes.

Procédure d'agrément :

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par un associé unique sont libres.

En cas de pluralités d'associés, toutes les cessions d'actions, sauf entre associés et entre ascendants et descendants en ligne directe, sont soumises à la procédure d'agrément suivante :

La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le

prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président réunira la collectivité des associés qui statuera sur cette demande d'agrément.

Le président de la société doit, dans un délai de 1 mois à compter de la réception de la notification du projet de cession, notifier, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'associé cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise par un ou plusieurs associés représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote de la société ; l'associé cédant participant au vote.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé accepté. La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut céder librement le nombre d'actions indiqué dans la notification de la décision d'agrément aux conditions prévues, à la société ou à la personne physique mentionnée dans ladite notification.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la décision de se repentir ou non de l'associé cédant :

- Soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs associés ;
- Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions (la décision de cession étant prise par un ou plusieurs associés représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote) ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions du cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de 1 mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal compétent statuant en la forme des référés, sans recours possible, le cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions à un ou plusieurs associés ou à la société dans un délai de 1 mois à compter de la révélation à la société de l'infraction et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'elle ait procédé à ladite cession.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DU CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIEE

En cas de modification du contrôle d'un associé au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, celui-ci doit en informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président dans un délai de 15 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux associés le contrôlant désormais.

Si cette procédure n'est pas respectée, l'associé dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la société dans les contions prévues à l'article 12.

Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 12. Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également à l'associé de la société qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 12 - EXCLUSION

Tout associé peut être exclu dans les cas suivants :

S'agissant d'une personne morale :

- modification de son contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce et dans le respect de la procédure décrite à l'article 11 des présents Statuts.

Pour tout associé, personne physique ou morale :

- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente à celle de la Société ou du groupe auquel appartient la Société sans son accord préalable. Aux fins d'obtention de l'accord, l'associé adresse au Président de la Société une demande préalable à l'exercice direct ou indirect d'une activité concurrente, par lettre recommandée avec accusé de réception, comprenant notamment la description de l'activité envisagée, le marché géographique sur lequel il entend se positionner ainsi qu'une projection du chiffre d'affaires annuel à réaliser sur une période de 3 ans. Le Président convoquera une assemblée générale ordinaire dans le mois suivant la demande afin de délibérer sur l'accord ou non de l'exercice d'une activité concurrente ;
- violation des dispositions statutaires.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à l'unanimité des associés ayant le droit de vote. L'associé faisant l'objet de la procédure d'exclusion ne participe pas au vote.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée 30 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un acquéreur pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de cession des actions de l'associé exclu sera déterminé par accord entre les associés intéressés ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil.

A défaut par l'associé exclu de remettre un ordre de mouvement signé de sa main ou de son mandataire dans les huit jours de la décision d'exclusion, la cession des actions sera effectuée par le président de la société sur le registre des mouvements des actions et le prix devra être payé à l'exclu dans le délai de 15 jours.

A défaut par le président d'y procéder, tout associé pourra demander en référé la nomination d'un administrateur "ad hoc" chargé d'y procéder.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 14- NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la société, les associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives ordinaires et à l'associé détenant la nue-propriété pour les délibérations concernant les décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes.

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propriété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

ARTICLE 15 - DIRECTION DE LA SOCIETE

Président :

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou personne morale, associée de la société.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au président de la société par actions simplifiée.

1. Nomination :

Au cours de la vie sociale le président est remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

2. Durée :

La durée du mandat du président est indéterminée.

3. Rémunération :

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

4. Fin du mandat :

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission ou la révocation. Dans tous les cas et sauf faute grave, le Président pourra percevoir sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, une indemnité de fin de mandat.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de 3 mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 85 ans révolus.

Le président est révocable pour justes motifs à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Son mandat prendra fin à l'issue d'un préavis de 6 mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

En outre, le président est révocable par le Tribunal compétent pour cause légitime, à la demande de tout associé.

5. Pouvoirs du président :

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société.

Le président dirige, gère et administre la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS

Les conventions dites réglementées sont celles qui sont intervenues directement ou par personnes interposées entre la société, ses dirigeants et ses associés possédant plus de 5 % des droits de vote ou en cas de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Il conviendra de respecter la procédure légale s'agissant de telles conventions.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Toutes conventions libres doivent être communiquées au Président et au Commissaire aux comptes, s'il en existe, et tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions sont mentionnées au registre des décisions de la collectivité des associés.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, entre la société et son président, intervenues directement ou par personne interposée, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES

1. Pouvoirs :

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination et révocation du président de la société ;
- Fixation de la rémunération du président et de son indemnité de fin de mandat ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Acquisition, apport, cession de participations dans d'autres sociétés ou constitution de sûretés sur ces participations ;
- Apport, achat ou vente, prise ou mise en location-gérance du fonds de commerce ;
- Création ou dissolution de filiales ;
- Transformation de la société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;
- Exclusion d'un associé ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution d'une société associée ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

2. Décisions collectives des associés :

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des projets de résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant quinze jours au moins avant la date de la consultation. Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés.

3. Convocation :

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le président ou, en cas de carence du président, par un mandataire désigné en justice.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par l'associé demandeur.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

4. Réunion - Consultation :

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par tous les associés présents tant en leur nom propre qu'en leur qualité de mandataire.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,
- et à la majorité absolue pour toutes autres décisions ordinaires sur première convocation et à la majorité du quart sur deuxième convocation.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'agrément des cessions d'actions, à la suspension des droits de vote et à l'exclusion d'une société actionnaire dont le contrôle est modifié ou qui a acquis cette qualité à la suite d'une scission, d'une fusion ou d'une dissolution, à l'exclusion d'un associé, à la transformation et toute autre opération ayant pour effet d'entraîner la nullité ou la modification de l'une quelconque des clauses susvisées ou d'augmenter les engagements des associés requièrent une décision unanime des associés.

- En cas de **consultation écrite**, le président doit adresser à chacun des associés par tous moyens de communication écrit, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

  - Sa date d'envoi aux associés ;
  - La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'envoi du bulletin de vote ;
  - La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
  - Le texte des projets de résolutions proposés avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
  - L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

  Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

  Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

  Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné. Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations. Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

- En cas de consultation de la collectivité des associés **par voie de téléconférence**, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

  - L'identification des associés ayant voté ;

- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés donnent leur accord en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

5. Procès-verbaux :

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux et sont consignés sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2001.

ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective des associés est prise à la majorité absolue.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le collège arbitral soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procèdera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

ARTICLE 25 - NOMINATION DU PRESIDENT

Monsieur Jacques BRAUN est nommé Président de la société pour une durée indéterminée.

Le président ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui la concerne, n'être atteinte d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

En compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, le président percevra une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées ultérieurement par l'associé unique ou une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 26 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les soussignés nomment pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant à la date d'approbation des comptes sociaux du sixième exercice clos :

En qualité de commissaire aux comptes titulaire :

- la société EINHORN MAZARS & GUERARD
  ayant siège 20 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG
  inscrite auprès de la Cour d'Appel de Colmar

En qualité de commissaire aux comptes suppléant :

- Monsieur Pierre Lutz
  ayant domicile au 20 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG
  inscrit auprès de la Cour d'Appel de Colmar

Les commissaires aux comptes ainsi nommés ont accepté leurs fonctions respectives et ont déclaré, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination et l'exercice de leurs fonctions.

La rémunération du commissaire aux comptes titulaire est fixée conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 27 - MANDAT POUR ACCOMPLIR DES ACTES AVANT L'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Jacques BRAUN et à tout porteur de copies à l'effet de conclure pour le compte de la société, en attendant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social, en particulier de réaliser toutes les formalités en vue de l'immatriculation de la Société.

Plus particulièrement, les soussignés donnant mandat à Monsieur Jacques Braun, à l'effet de procéder à la création de la filiale à 100 % de la Société, la société ARTVI, au capital de 38 120 euros.

Du seul fait de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, les engagements résultant de ces actes seront repris, rétroactivement, dès leur naissance et de plein droit, par la Société.

Copie certifiée conforme des Statuts mis à jour le 28 mars 2002

Jacques BRAUN
Président

« Copie certifiée conforme des statuts mis à jour le 28 mars 2002. »